

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 18 (1877), p. 113-118

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1877__18__113_0

© Société de statistique de Paris, 1877, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1877.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 14 MARS 1877.

La séance est ouverte à 4 heures, sous la présidence de M. E. Levasseur, membre de l'Institut.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Les ouvrages ci-après sont déposés sur le bureau :

- FINLANDE *Statistique des aveugles en 1873; l'instruction primaire, 1870-1875.*
AUTRICHE *Mortalité et morbidité du personnel des chemins de fer, par M. BEHN;*
1 vol.
BAVIÈRE *Journal du bureau de statistique bava-rois, 1876. 3^e trimestre.*
Recensement général des chevaux et des mulets, 1876.
ITALIE *Navigation dans les ports étrangers, 1869-1874.*
Relevé des arrêts pour dettes civiles et commerciales, 1866-1875.
Statistique internationale des caisses d'épargne (édition française).
URUGUAY *Mouvement de la population de Montévideo en 1875, par M. VAILLANT.*

M. JULES ROBYNS présente, au nom de M. Lebon, chef de bureau de la statistique générale de Belgique, l'Annuaire statistique belge pour 1876, précédé d'une introduction.

M. le D^r BERTILLON offre, au nom de M. Dunant, professeur d'hygiène à l'Université de Genève, un mémoire sur les mouvements de la population de cette ville, de 1845 à 1872.

« Ce travail, dit-il, est riche en documents fort bien analysés; cependant nous devons y signaler une lacune importante, c'est l'absence d'indication de l'état civil, soit en ce qui concerne la population, soit en ce qui concerne les décès.

L'absence de ce double document s'oppose à un grand nombre de déterminations du plus haut intérêt, telles que la fécondité des femmes adultes, mariées ou non mariées, la mortalité comparative des célibataires, des époux et des veufs, etc.

Nous regrettons aussi de ne rencontrer aucun renseignement sur l'âge composé des nouveaux époux. Enfin nous signalons à notre collègue une confusion dans laquelle la plupart des statisticiens tombaient autrefois, mais qui, après les travaux de Moser, de Quételet, de W. Farr, et de beaucoup d'autres, y compris les miens,

devrait être absolument évitée. C'est celle qui consiste à considérer l'âge moyen des décédés comme représentant la vie moyenne, ou l'espérance mathématique de la vie. L'âge moyen des décédés est, en effet, une valeur complexe qui dépend non-seulement des chances de vie et de mort qui affectent la population actuelle, mais encore des événements divers qui depuis un siècle ont éclairci les rangs des vivants; tandis que la véritable *vie moyenne*, ou espérance mathématique de vie, laquelle est calculée d'après la mortalité propre à chaque âge pendant une période déterminée, dépend uniquement des chances de vie ou de mort qui ont affecté les vivants pendant cette période. Mais, en définitive, ces critiques sur lesquelles on est plus porté à insister que sur les éloges, parce qu'on les croit plus utiles, n'empêchent pas le travail de notre collègue d'être des plus précieux et des plus intéressants. »

M. le D^r Bourdin signale un numéro du journal *l'Armée territoriale* qui contient un tableau par département des établissements de tir fondés en France pendant l'année 1876, et fait remarquer la place importante qu'occupent dans ce tableau ceux de nos départements qui ont souffert de l'invasion (1).

M. DE MALARCE fait une nouvelle communication sur les caisses d'épargne. Après avoir rappelé les résultats produits sur le mouvement des caisses par les petites caisses dites scolaires, résultats qui se traduisent en plusieurs localités par un accroissement, en deux ans, de près de 40 p. 100 dans le nombre des clients, et de 45 p. 100 dans le stock des dépôts, il montre que, grâce à la propagande active des journaux de tous les partis en faveur de cette institution populaire, grâce enfin à une meilleure organisation des caisses qui en a été la conséquence, les progrès du stock général des dépôts ont été tout à fait extraordinaires et on peut le dire inespérés, quand on songe aux nombreuses régions de la France dont la fortune a été plus ou moins compromise, dans ces deux dernières années, par le phylloxera, la crise de la garance, celle des soies, etc.

Ce stock, qui était quelques jours avant la dernière guerre de 720 millions et s'est trouvé réduit, après la guerre, à 515 millions, a suivi en effet, depuis lors, la marche ci-après :

Situation du stock au 31 décembre.

1872	515 millions de francs.
1873	535 —
1874	573 —
1875	667,112,484 fr. 76 c.
1876	775,838,283 fr. 87 c.
Actuellement plus de 800 millions de francs.	

Cette somme de 800 millions d'épargnes populaires, dont plus de 200 millions faites en deux ans, de 1874 à 1876, ne représente pas seulement une énorme valeur sauvée du gaspillage et ajoutée à la fortune de nos classes ouvrières; elle représente aussi plus de deux millions et demi d'ouvriers affiliés aux habitudes d'ordre, de sobriété et de prévoyance, parmi lesquels, en ces deux dernières années, plus d'un demi-million a été conquis au culte de l'épargne (2).

(1) Pour ce tableau, voir page 133.

(2) A la fin de 1873, le nombre des déposants était de 2,072,196, à la fin de 1875, de 2,865,569 dépasse aujourd'hui 2,500,000.

Sur l'observation de M. de Malarce que les départements de l'Est et du Midi, que divers fléaux ont si cruellement éprouvés, se sont fait remarquer néanmoins par l'abondance de leurs épargnes, M. le D^r Bourdin croit pouvoir affirmer que ce résultat n'a rien d'anormal. L'expérience qu'il a des classes ouvrières lui a en effet démontré que l'appréhension de l'avenir est un stimulant à l'économie. L'argent trop facilement gagné se dissipe de même, celui qu'on gagne péniblement conserve au contraire tout son prix. Il en résulte que ce sont souvent les ouvriers qui gagnent le moins qui économisent le plus. Mais il convient de constater que si le fait signalé par M. Bourdin se produit toujours dans les populations stables, il n'a pas lieu dans les populations dont l'avoir a, par l'effet d'une crise, subitement diminué.

A la suite de cette discussion, M. de Malarce demande à soumettre à la réunion une rectification de faits relative à un article du *Journal de la Société de statistique* de décembre dernier, où M. Loua a présenté l'analyse de quelques parties de l'important et précieux travail de statistique internationale des caisses d'épargne fait par la Direction de statistique d'Italie.

Il signale d'abord le soin et la méthode qui se font remarquer dans cette analyse. Mais il croit devoir appeler l'attention de M. Loua et de la Société sur quelques réflexions qui se trouvent à la fin de cet article et qui sont ainsi conçues : « En France, la valeur moyenne des livrets, qui était de 446 fr. à l'origine des caisses d'épargne, n'est plus aujourd'hui que de 266 fr. A Paris même, cette valeur est descendue dans le même intervalle de 563 fr. à 147 fr..... Ce fait tient aux grandes facilités de placement qu'offrent les rentes sur l'État, les obligations de chemins de fer et les nombreux emprunts émis par les entreprises industrielles et les sociétés de crédit. »

M. de Malarce fait observer que, pour comparer deux époques, il faut aussi deux éléments de même nature. Or, de 1835 à 1845, la loi organique des caisses d'épargne permettait à son déposant d'avoir sur son livret jusqu'à 3,000 fr.; en 1845 ce maximum fut réduit à 1,500 fr., et depuis la loi du 30 juin 1851, ce maximum n'est plus que de 1,000 fr. On comprend que, sous le régime de cette dernière législation, et par ce seul fait, la somme moyenne des livrets a dû naturellement s'abaisser beaucoup.

Mais qu'on prenne une période régie par la même législation et dont les exercices annuels sont ainsi correctement comparables, la période de 1852 à 1870, période à tous égards normale, et l'on verra, d'après les statistiques officielles, que la valeur moyenne des livrets a augmenté et non point diminué :

Cette valeur est de 252 fr. au 1^{er} janvier 1852.

—	294	—	1857.
—	307	—	1862.

Et dans les dernières années de la période :

—	309	—	1868.
—	321	—	1869.
—	333	—	1870.

Ainsi donc, la valeur moyenne des livrets a augmenté, et cela dans la période de 1852 à 1870, c'est-à-dire dans la partie de ce siècle où les petits capitaux ont été le plus sollicités et de toutes manières par les facilités de placement. C'est en effet dans le cours de ces années qu'ont été mis en œuvre, pour la première fois, et l'on sait avec quelle extension populaire, les emprunts par souscription natio-

nale, les grands emprunts de 1854, 1855, 1859, etc. C'est aussi alors que les chemins de fer ont émis chaque année par centaines de millions des obligations du plus facile accès, sans parler de tant d'autres titres de compagnies financières et surtout d'États étrangers qui s'adressaient aux plus modestes capitaux par la facilité des petites coupures et l'attrait, parfois trop séduisant, des intérêts élevés.

L'accroissement de la moyenne valeur des livrets paraît devoir se continuer aujourd'hui ; car cette moyenne somme, tombée naturellement après la guerre, et réduite à 255 fr. en 1872, s'élève en 1873 à 257 fr., en 1874 à 264 fr. et en 1875 à 282 fr. Et d'après les documents que nous avons sous les yeux pour la statistique de 1876, et qui, bien que non tout à fait complets encore, permettent cependant d'apprécier le mouvement général des opérations des caisses d'épargne pour cet exercice, on peut penser que la moyenne valeur des livrets en 1876 approche 300 fr.

Comme complément à cette rectification de faits, l'honorable membre rappelle historiquement, qu'en 1861, alors que M. Gladstone entreprit la réforme et l'amélioration des caisses d'épargne de son pays, à ce moment le Royaume-Uni était sous ce rapport inférieur même à la France actuelle, n'ayant guère que 1,600,000 déposants dans 600 caisses d'épargne. Quelques personnes disaient que si les ouvriers anglais se portaient peu aux caisses d'épargne, c'est qu'ils trouvaient pour l'emploi de leurs épargnes des facilités de placement plus grandes que dans tout autre pays du monde ; que l'Angleterre était, en effet, le marché universel où tous les États besogneux, où tous les entrepreneurs de l'univers venaient puiser des capitaux et offrir des titres de toute sorte ; qu'en outre les ouvriers anglais avaient des placements spéciaux qui avaient pris en peu de temps une extension incroyable, les *Friendly*, les *Building Societies*, les assurances sur la vie, etc., qu'ainsi les caisses d'épargne anglaises avaient alors toute la clientèle et toute la somme d'épargne qu'elles pouvaient avoir.

A cet égard, les promoteurs de la réforme répondaient que c'est une erreur, erreur de fait et de principe, de considérer les caisses d'épargne comme des banques de placement ; en fait, cela n'est pas, car les épargnes déposées dans les *Saving-Banks* y restent à peine deux ans et demi, c'est-à-dire juste le temps de réunir ces parcelles du capital pour former du capital utilisable par l'ouvrier épargneur. En principe, cela ne doit pas être, car les caisses d'épargne n'ont jamais été instituées pour faire concurrence aux placements, mais au contraire pour favoriser la formation du capital, que l'ouvrier anglais saura plus tard employer dans une industrie particulière, dans les placements fonciers ou dans les valeurs publiques.

Les caisses d'épargne sont les laboratoires du capital, les canaux où viennent s'alimenter les banques et le marché des valeurs. Elles ont été instituées pour sauver du gaspillage, des dépenses du cabaret, des dépenses inutiles ou malsaines, les épargnes qui, sans son aide, n'auraient pas existé et n'auraient pas créé du capital. Et l'on calculait les centaines de millions perdues chaque année par les ouvriers anglais dans les *public-houses*.

La réforme Gladstone triompha ; elle fut consacrée par les bills de 1861 et 1863 et les résultats ont donné raison aux promoteurs de cette amélioration essentielle. Le nombre des caisses d'épargne en quinze ans (1861-1876) a été presque décuplé, et, grâce à ces facilités nombreuses offertes aux ouvriers, une somme de 700 millions de francs d'épargnes s'est ajoutée au stock des caisses d'épargne, et le nombre des clients s'est étendu de 1,600,000 à 3,270,000. De ces faits on peut conclure que les

facilités de placement de capitaux que présente un pays n'ont pas une influence restrictive aussi grande qu'on l'a dit sur le développement des opérations des caisses d'épargne; et, d'autre part, que les facilités procurées aux ouvriers pour déposer leurs économies sans grand déplacement, sans embarras, sans perte de temps, peuvent déterminer des accroissements considérables et dans le nombre des ouvriers économes et dans les sommes épargnées, sauvées ainsi du gaspillage et de la débauche.

Revenant à la France, M. de Malarce fait remarquer que la moyenne somme des livrets serait plus élevée encore qu'on ne l'a énoncé dans la période de 1852-1870, si dans quelques caisses d'épargne on n'avait adopté, depuis quelques années, une pratique, bonne en soi, morale, recommandable, mais qui a pour effet de produire une certaine illusion dans les statistiques : cette pratique consiste à engager le déposant qui vient demander le retrait intégral de ses dépôts, à laisser une somme minime, de manière que son compte reste ouvert et que le livret ne soit pas tout à fait soldé : on lui fait valoir que cela lui évitera des formalités nouvelles s'il vient plus tard reprendre des relations avec la caisse d'épargne, et que le livret, qu'il gardera, pourra lui donner l'idée de recommencer ses versements. — Beaucoup de déposants consentent à garder ainsi leur livret, mais il en résulte qu'il s'accumule chaque année dans les caisses des comptes nombreux passés à l'état dormant et qui resteront la plupart pendant trente ans sans autre valeur que la petite somme de un ou deux francs qui est leur dernière raison de durée. Et dès lors quand on calcule, en statistique, la moyenne somme des livrets, et qu'on divise le stock des dépôts par le nombre des livrets, le quotient donne naturellement une somme plus faible que celle que produisait la clientèle effective de la caisse d'épargne; cette somme devient d'ailleurs plus faible chaque année, à mesure que les livrets dormants se multiplient et s'accumulent.

M. ARTHUR CHERVIN offre à la Société le premier fascicule d'une Revue qu'il vient de fonder sous le titre d'*Annales de démographie internationale*. Son but, en créant ce recueil, a été d'ouvrir une tribune aux savants de tous pays qui s'occupent de l'importante question de la population. C'est ainsi que dans le premier numéro il a pu rassembler trois mémoires très-développés de MM. Bertillon (France), Farr (Angleterre), et Kőrösi (Hongrie). La partie bibliographique a été l'objet d'un soin tout particulier, et c'est là surtout ce qui fera l'utilité de cette publication. On y trouve, en effet, les indications les plus récentes sur les documents officiels émanant des divers États.

M. le président remercie vivement M. Chervin de son initiative : il le fait au nom de la science, qui lui sera redevable de nouveaux progrès, et au nom de la Société de statistique, dont les travaux pourront obtenir un nouveau débouché.

M. le secrétaire général rappelle qu'il y a lieu de statuer sur les candidatures présentées à la dernière séance.

Il est procédé au vote et, à l'unanimité, M. Jules Worms est nommé membre titulaire, et M. Serge Mattweiew, membre correspondant.

M. Loua présente la candidature de M. René Lafabrègue, directeur de l'hospice des Enfants assistés, et auteur de travaux justement remarquables sur l'assistance infantile. Conformément au règlement, l'élection est renvoyée à la séance prochaine.

L'ordre du jour appelle la lecture d'une notice de M. Marcel Lemerrier sur l'empire des Indes. Cette intéressante communication paraîtra dans un de nos plus prochains numéros.

M. TSCHOURLOFF demande à présenter quelques considérations sur la diminution de mortalité qui, d'après les documents officiels, aurait eu lieu depuis le commencement du siècle. Pour lui les documents ne sont pas tout à fait comparables, la mortalité se trouvant accrue indûment par plusieurs causes, parmi lesquelles il signale l'enregistrement, avant 1840, d'une partie des mort-nés dans les décès, et, avant 1855, les doubles emplois résultant des transcriptions. Il fait observer que la mortalité actuelle se trouve atténuée par le déficit amené jusque dans ces derniers temps par les guerres de l'empire, dans le nombre des vieillards, lesquels, comme on le sait, offrent un rapport mortuaire très-élevé; tandis que l'absence des hommes valides morts dans les combats, au commencement du siècle, a eu pour effet d'augmenter, à cette époque, le taux général de la mortalité.

Passant à la vie moyenne, qui, d'après les auteurs accrédités, aurait augmenté de 6 ans en 75 ans, il dit que ses propres calculs ne lui fournissent qu'une augmentation d'un an tout au plus. Ce qui faisait l'erreur des calculs précédents, c'est qu'ils s'appuyaient sur l'hypothèse d'une natalité stationnaire que démentent les faits.

Une conversation s'engage sur l'influence des décès militaires sur la mortalité générale. Les relevés de l'état civil des premières armées du siècle ne renferment que les décès survenus en France, à l'exclusion des soldats morts à l'étranger et dont le nombre serait, si l'on en croit un travail inséré dans les Annales de l'Institut, de plus de 1,700,000. En ce qui concerne les temps plus récents, M. le D^r Lunier croit devoir rappeler que si les décès résultant de la dernière guerre d'Italie ont été enregistrés à l'état civil, il n'en a pas été de même des décès survenus en Crimée, du moins en ce qui concerne les Français inhumés dans ce pays. On voit combien de difficultés entravent les recherches relatives à cette question. Plusieurs moyens ont été proposés pour arriver à des solutions plus exactes. A cet égard, M. Juglar indique, comme un excellent moyen de comparaison, l'étude de la mortalité du sexe féminin dont on peut tirer, par des rapports fort simples, la mortalité très-approchée de l'autre sexe.

M. le D^r VACHER ne se dissimule pas l'influence des faits militaires, toutefois il doit dire que ses observations l'ont amené à reconnaître qu'il y a eu dans le commencement de ce siècle une diminution notable de décès dans tous les États de l'Europe. Il en a recherché la cause et il l'a trouvée principalement dans l'introduction de la vaccine. Ainsi, pour ne parler que de la Suède, dont l'état civil est si bien tenu, on trouvait, vers la fin du siècle dernier, sur une population de 2 millions d'âmes, jusqu'à 10,000 décès varioliques, lorsque cinq ans après il n'y en avait plus que 1,500. Un pareil fait a dû évidemment avoir une influence marquée sur la diminution générale de la mortalité.

M. Tschouriloff ne conteste pas l'influence de la vaccine, mais il reporte à 20 ans plus tard la diminution de décès à laquelle le préopinant vient de faire allusion.

La séance est levée à 6 heures et quart.
